
Opinion : le rêve caché d'une économie planifiée...

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4627>

DOI : 10.4000/rea.4627

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 33-34

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Opinion : le rêve caché d'une économie planifiée... », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 111 | décembre 2013, mis en ligne le 17 décembre 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4627>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Opinion : le rêve caché d'une économie planifiée...

Isabelle Bourgeois

- 1 Le contrat de coalition est une profession de foi pour l'économie sociale de marché, bien qu'il cherche à apporter une dose de 'mieux-disant social' à l'économie de marché. C'est ce que désiraient les électeurs en votant pour une Grande coalition entre CDU/CSU et SPD : un peu moins de libéralisme, un peu plus d'intervention de la part de l'Etat. De là à cultiver secrètement le rêve d'une économie dirigiste, il n'y a qu'un pas, à en croire un sondage éclairant réalisé par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD) et publié le 27 novembre par le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. A le lire, on comprend mieux pourquoi, durant la campagne électorale, une large majorité des Allemands plaidait pour l'adoption d'un salaire minimum légal pour tous ou pour une réglementation des loyers.

L'injustice sociale ressentie progresse

- 2 A la question « la situation économique de notre pays – je veux dire par là ce que les gens possèdent et ce qu'ils gagnent – est-elle dans l'ensemble socialement juste ou non ? », 65 % des sondés répondaient qu'elle est socialement injuste ; 18 % seulement pensent le contraire. Le plus intéressant est que, alors que pendant très longtemps (de 1964 au début des années 1990) les deux opinions étaient à l'équilibre, l'écart se creuse continûment, les Allemands se montrant de plus en plus insatisfaits de l'état social de leur pays. Et aujourd'hui, les deux tiers d'entre eux (61 %) disent qu'il y a moins de justice sociale depuis trois ou quatre ans ; 26 % seulement ne voient aucun changement, 7 % affirment qu'il y en a plus.

Image de plus en plus négative de l'économie de marché

- 3 Ce ressenti traduit une méfiance croissante face à l'économie de marché, même sous la forme du libéralisme organisé avec son volet social, propre à l'Allemagne – cette doctrine économique qui avait mené à la prospérité à partir de 1948. Quand on demande aux personnes interrogées ce qu'elles associent avec la notion d'économie de marché, les deux tiers d'entre elles répondent certes « pas de pénurie » et « prospérité ». Mais la moitié d'entre elles y associe aussi : « avidité », « manque d'égards/brutalité » ou « exploitation ».

Ce que les Allemands associent avec « économie de marché » ou « économie dirigée par l'Etat »

Question : Les notions « économie de marché » ou « économie dirigée par l'Etat » évoquent-elles chez vous l'une des associations ci-dessous ? ». Réponses « oui » en %		
	<i>Economie de marché</i>	<i>Economie dirigée par l'Etat</i>
Prospérité	66	26
Avidité	56	29
Manque d'égards/brutalité	53	25
Exploitation	51	28
Des prix élevés	49	35
Bureaucratie	47	81
Sécurité	31	51
Pénurie	23	40
Justice sociale	12	43
Système inefficent	11	40
Système humain	10	27

Source : Institut für Demoskopie Allensbach/ F.A.Z., 17-11-2013. Sondage représentatif effectué du 8 au 21 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 461 personnes de 16 ans et plus.

Le désir de plus d'Etat...

- 4 Les Allemands sont certes une écrasante majorité à associer « bureaucratie » avec la notion d'économie dirigiste. Mais ils sont nombreux à répondre « sécurité » ou justice sociale ; et même un tiers d'entre eux y voit un « système humain ». Il n'est pas étonnant dès lors qu'ils soient 33 % à choisir la première option dans la question suivante : « Est-ce qu'il vaudrait mieux, à votre avis, que l'Etat intervienne plus dans l'économie

que par le passé ou qu'il intervienne moins ? ». 24 % pensent qu'il devrait moins intervenir, 29 % trouvent qu'il intervient à la juste mesure.

- 5 Le plus étonnant dans ces réponses est qu'il s'agit d'une moyenne nationale, c'est-à-dire Allemands de l'ouest et de l'est confondus. Mais après tout, le souvenir du régime dirigiste et dictatorial de la RDA commence à s'estomper après presque 25 ans d'Unité... Une petite différence demeure toutefois : si de nombreux Allemands estiment que leur situation personnelle serait meilleure dans une économie plus dirigiste, ils sont 42 % à l'est et 36 % seulement à l'ouest. A l'ouest, ils sont tout autant (34 %) à penser que leur situation se détériorerait dans une économie dirigiste, mais seulement 18 % à l'est.

... et d'une réglementation des prix et loyers

- 6 Leur rêve de plus d'Etat est particulièrement prononcé quand il s'agit des prix des denrées alimentaires ou du montant des loyers, deux points sensibles en termes d'inflation ressentie et de pouvoir d'achat. Ainsi, 46 % des Allemands optent pour l'assertion : *« Il serait bon à mon avis que l'Etat plafonne les prix des produits alimentaires de première nécessité. Une telle limitation permettrait de garantir que les prix de ces produits augmentent moins et qu'ils restent à la portée de toutes les bourses »*. 37 % seulement affirment le contraire : *« Il ne serait pas bon à mon avis si l'Etat plafonnait les prix des produits alimentaires de première nécessité. Parce qu'alors, il pourrait y avoir des pénuries, et certains produits pourraient disparaître du marché parce que les entreprises trouveraient qu'elles ne font pas assez de marge »*. Le taux de réponses à la première assertion, formulée cette fois-ci à propos du montant des loyers, est encore plus flagrant : 71 % des sondés plaident pour un encadrement des loyers.

Un vieux rêve

- 7 Le plus sidérant dans ces opinions est que, malgré plus de 65 ans de prospérité dans une économie sociale de marché, et malgré toutes les preuves *a contrario* pour ce modèle qu'a pu apporter l'Histoire, surtout récente, avec l'effondrement de la RDA, cet appel à l'Etat perdure. Un des premiers sondages qu'avait réalisé l'Ifd portait déjà sur la réglementation des prix. C'était en décembre 1948, six mois à peine après la réforme monétaire (introduction du deutsche mark) et la fin de la réglementation des prix – les deux pivots du « miracle économique » allemand mis en place par Ludwig Erhard (voir REA 91/2009). Du jour au lendemain, ce nouveau libéralisme avait mis fin à la terrible pénurie du lendemain de la guerre ... Et pourtant, 71 % des personnes alors interrogées plaidaient pour une nouvelle réglementation des prix. 60 % l'appelaient encore de leurs vœux en 1969, l'année où prenait fin la première Grande coalition de la RFA dont le ministre de l'Economie, Karl Schiller, avait développé la doctrine de « l'action concertée » (ou « pilotage global » : « concurrence autant que possible ; planification juste autant que nécessaire ») toujours vivace. Il est vrai que le « miracle économique » n'était plus qu'un souvenir.

De la difficulté à concilier liberté et égalité

- 8 Au fond, ce que nous enseigne ce sondage, c'est que les Allemands sont en proie à un conflit ancien et profond entre deux concepts ou visions du monde : liberté et égalité. Et qu'ils cherchent en permanence un certain équilibre entre ces deux pôles – par exemple aujourd'hui sous la forme d'un gouvernement de Grande coalition. Il est vrai que le modèle de l'économie sociale de marché repose sur la liberté ou responsabilité individuelle, et que celle-ci est parfois lourde à assumer...
 - 9 Mais le plus intéressant peut-être est de constater, comme le soulignait Thomas Petersen (il signe la présentation de ce sondage paru dans le quotidien *F.A.Z.*) dans son analyse détaillée du « *difficile rapport des Allemands à la liberté* » publiée il y a un an dans cette revue que, « *en réalité, et sous de nombreux aspects, les Allemands ressemblent beaucoup plus aux Français qu'ils ne le soupçonnent* » (REA 107/2013). A une différence près toutefois – et elle est de taille : la démocratie allemande, le système politique allemand, sont organisés justement pour permettre de concilier ces extrêmes et de trouver un équilibre... au centre.
-

INDEX

Mots-clés : pouvoir politique, gouvernement, opinion, société, politique sociale, Etat social